L’an deux mille dix-sept, le quinze du mois de février à dix-neuf heures trente, les membres composant le conseil municipal de Saint-Estèphe durent convocés, se sont réunis à la Mairie de Saint-Estèphe lieu ordinaire de leurs séances sous la Présidence de Michelle SAINTOUT, Maire. Michelle SAINTOUT, Maire, a testé avoir adressé le 10 février 2017 la convocation informant les conseillers de la présente séance.

Avant d’ouvrir la séance, Madame la Mairie a rappelé les noms des conseillers.

Présents : Michelle SAINTOUT, Jean VIANDON, Martine MANDE, Nicole GOUZIL, Aignès CHATARD, Marie-France DÉSPRES, Jean-Pierre PAOLANTONI, Claudie HOURTEAU, Thierry CLASSE, Sylviane CESARACCIO, Laëtitia LASSELLE, Thomas LASSELLE, Robert LESCOUTRA, Anne-Marie LANGFORD, Maryse FRANCHINI

Absents excusés : Stéphane VIDOU procuration à Jean VIANDON, Christian OLLIER procuration à Michelle SAINTOUT, Valérie LESCOUTRA procuration à Nicole GOUZIL

Absent : Jean-Bernard GIMENEZ

Les délibérations prises sont les suivantes :

1 – ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 2016

Nombre de membres en exercice : 19 Nombre de membres présents à la séance : 15

Le procès-verbal de la séance du 21 décembre 2016 ayant été envoyé à chaque membre du conseil municipal, Michelle SAINTOUT, Maire, demande si des observations sont à formuler sur celui-ci.

Aucune remarque n’étant formulée, le procès-verbal du 21 décembre 2016 est adopté à l’unanimité des membres présents et représentés.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de votants : 18</th>
<th>Nombre de suffrages exprimés : 18</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>15</td>
<td>Procurations</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>POUR</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CONTRE</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| 3                     | 18                               | 0

Fait en séance publique les jours, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Au registre des délibérations du conseil municipal
Le Maire, Michelle SAINTOUT

2 – PRISE EN CHARGE DES DÉPENSES D’INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2017

Nombre de membres en exercice : 19 Nombre de membres présents à la séance : 15

Michelle SAINTOUT, Maire, expose à l’assemblée que préalablement au vote du budget primitif 2017, la commune ne peut engager, liquider et mandater les dépenses d’investissement que dans la limite des restes à réaliser de l’exercice 2016.

Afin de faciliter les dépenses d’investissement du 1er trimestre 2017 et de pouvoir faire face à une dépense d’investissement imprévue et urgente, le conseil municipal peut, en vertu de l’article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, autoriser le maire à mandater les dépenses d’investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget de 2016.

A savoir :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Comptes</th>
<th>Crédits votés au BP 2016</th>
<th>RAR 2015 inscrits au BP 2016</th>
<th>Montant à prendre en compte et permettant de définir les crédits à ouvrir au titre de l’article L1612-1 du CGCT</th>
<th>Crédits pouvant être ouverts par l’assemblée délibérante au titre de l’article L 1612-1 du CGCT</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>D21</td>
<td>790 596,09</td>
<td>33 752,91</td>
<td>824 349</td>
<td>824 349 x 1/4 = 206 087</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Entendu l’exposé de Michelle SAINTOUT, Maire,
Après avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité des membres présents et représentés :

- D’ACCEPTER les propositions de Michelle SAINTOUT, Maire, dans les conditions exposées ci-dessus.


<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de votants : 16</th>
<th>Nombre de suffrages exprimés : 16</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>13</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Procurations</td>
<td>POUR</td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>CONTRE</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Abstentions : 2 (Anne-Marie LANGFORD, Maryse FRANCHINI)

Fait en séance publique les jours, mois et années susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire,
Michelle SAINTOUT

Au registre des délibérations du conseil municipal

3 – ADMISSION EN NON VALEUR

Nombre de membres en exercice : 19
Nombre de membres présents à la séance : 15

En conséquence, elle propose aux membres présents d’admettre en non valeur le produit de ces titres irrécouvrables qui s’élève à 2 408,88 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité des membres présents et représentés :
- PRECISE que ce débit sera porté à l’article 654 du budget communal 2017.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de votants : 18</th>
<th>Nombre de suffrages exprimés : 18</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>15</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Procurations</td>
<td>POUR</td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>CONTRE</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jours, mois et années susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire,
Michelle SAINTOUT

Au registre des délibérations du conseil municipal

4 – COMPOSITION DE LA NOUVELLE COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS (CIID) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES – PROPOSITION DE DEUX COMMISSAIRE

Nombre de membres en exercice : 19
Nombre de membres présents à la séance : 15

Michelle SAINTOUT, Maire, expose à l’assemblée que l’article 1650A-1 du Code Général des Impôts prévoit que chaque Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre doit constituer une Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID). Suite à la fusion de Cœur Médoc et Centre Médoc le 1er janvier 2017, la Direction Régionale des Finances Publiques demande à la nouvelle Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu’ile de constituer une nouvelle CIID, les deux commissions mises en place en 2014 n’étant plus valables.

Composition de la commission
La Commission Intercommunale des Impôts Directs est composée de onze membres : le président de l’Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) ou un vice-président délégué ; et dix commissaires.

Les commissaires doivent :
- Être Français ou ressortissant d’un État membre de l’Union Européenne,
- Avoir au moins 25 ans,
- Jour de leurs droits civils,
- Être inscrits aux rôles des impositions directes locales de l’EPCI ou des Communes membres,
- Être familiarisés avec les circonstances locales, et posséder des connaissances suffisantes pour l’exécution des travaux de la commission.

L’un des commissaires doit être domicilié en dehors du périmètre de l’EPCI.

Les commissaires, et leurs suppléants en nombre égal, sont désignés par le Directeur Départemental des Finances Publiques sur une liste de contribuables en nombre double remplissant les conditions précitées ci-dessus, dressée par l’organe délibérant de l’EPCI sur proposition de ses Communes membres. La liste de présentation établie par l’organe délibérant de l’EPCI doit donc comporter vingt noms pour les commissaires titulaires et vingt noms pour les commissaires suppléants.

La désignation des membres de CIID intervient dans les deux mois à compter de l’organe délibérant de l’EPCI.
Rôle de la commission

La CIID intervient en matière de fiscalité directe locale en ce qui concerne les locaux commerciaux et biens divers :

- Elle participe, en lieu et place des Commissions Communales des Impôts Directs, à la désignation des locaux types à retenir pour l'évaluation par comparaison des locaux commerciaux et biens divers (article 1504 du Code Général des Impôts) ;

- Elle donne un avis, en lieu et place des Commissions Communales des Impôts Directs, sur les évaluations foncières des locaux commerciaux et biens divers proposées par l'administration fiscale (article 1505 du Code Général des Impôts).

La CIID est également informée des modifications de valeur locative des établissements industriels évalués selon la méthode comptable.

Son rôle est consultatif. En cas de désaccord entre l'administration et la commission ou lorsque celle-ci refuse de prêter son concours, les évaluations sont arrêtées par l'administration fiscale.

La commune de SAINT-ESTEPHE doit désigner deux personnes susceptibles de siéger à la CIID.

Au vu des conditions requises, les candidatures suivantes ont été enregistrées :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Candidats</th>
<th>Nom et prénom</th>
<th>Adresse</th>
<th>Date de naissance</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Commissaire</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>titulaire</td>
<td>VIANDON Jean</td>
<td>1, impasse du Bois 33180 SAINT-ESTEPHE</td>
<td>09/05/1948</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>LANGFORD Anne-Marie</td>
<td>1, rue du Maquis de Vignes Oudides 33180 SAINT-ESTEPHE</td>
<td>03/07/1955</td>
</tr>
<tr>
<td>Commissaire</td>
<td>CLAISSE Thierry</td>
<td>17, allée du Pasten – Résidence Orion 33185 LE HAILLAN</td>
<td>18/05/1964</td>
</tr>
<tr>
<td>suppléant</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Entendu l'exposé de Michelle SAINTOUT, Maire,
Le conseil municipal a procédé aux désignations suivantes :

**COMMISSAIRE SUPPLEANT** :
Candidat : M. Thierry CLAISSE

Résultat du vote :
Nombre de voix : 18 (15 + 3 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 18  Majorité absolue : 10  Nombre de suffrages obtenus : 15

**COMMISSAIRE TITULAIRE** :
Candidats : Mme Anne-Marie LANGFORD et M. Jean VIANDON

Résultat du vote :
Nombre de voix : 18 (15 + 3 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 18  Majorité absolue : 10  Nombre de suffrages obtenus par Mme LANGFORD : 3  Nombre de suffrages obtenus par M. VIANDON : 15

**Proclamation des résultats** :
M. Jean VIANDON et M. Thierry CLAISSE sont désignés Commissaires pour siéger à la Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) de la Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu’île comme suit :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Candidats</th>
<th>Nom et prénom</th>
<th>Adresse</th>
<th>Date de naissance</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Commissaire</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>titulaire</td>
<td>VIANDON Jean</td>
<td>1, impasse du Bois 33180 SAINT-ESTEPHE</td>
<td>09/05/1948</td>
</tr>
<tr>
<td>Commissaire</td>
<td>CLAISSE Thierry</td>
<td>17, allée du Pasten – Résidence Orion 33185 LE HAILLAN</td>
<td>18/05/1964</td>
</tr>
<tr>
<td>suppléant</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jour, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme
Au registre des délibérations du conseil municipal  
Le Maire,  
Michelle SAINTOUT
5 – REFUS DU TRANSFERT AUTOMATIQUE DE LA COMPÉTENCE URBANISME À LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MÉDOC CŒUR DE PRESQU’ ÎLE

Nombre de membres en exercice : 19  
Nombre de membres présents à la séance : 15

Michelle SAINTOUT, Maire, expose à l'assemblée que la loi ALUR du 24 mars 2014 précise que les Communautés de Communes qui ne sont pas compétentes en matière de PLU, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, le deviennent au lendemain de l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la publication de cette loi ALUR soit le 24 mars 2017.

En conséquence les Communes membres de l'intercommunalité peuvent s'opposer à ce transfert de compétences à la majorité minimale de 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population au sein de la Communauté de Communes.

Michelle SAINTOUT, Maire, propose aux élus :

- de refuser ce transfert automatique de la compétence urbanisme à la Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu’Île,

- de conserver pour la période transitoire allant jusqu'à 2020, le fonctionnement actuel en service mutualisé afin que chaque Commune puisse conserver la compétence urbanisme.

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové dite loi ALUR,

Vu l'article 136-II de la loi : la Communauté de Communes existante à la date de la publication de la loi ALUR, ou celle créée ou issue d'une fusion après la date de publication de cette loi, et qui n'est pas compétente en matière de PLU, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, le devient le lendemain de l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la publication de la loi ALUR,

Vu les dispositions permettant aux Communes de s'opposer à ce transfert de compétences à savoir au moins 25% des Communes représentant au moins 20 % de la population au sein de la Communauté de Communes,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- REFUSE le transfert automatique des compétences du PLU vers la Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu’Île,

- CHARGE Michelle SAINTOUT, Maire, de notifier cette délibération à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu’Île.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de votants : 18</th>
<th>Nombre de suffrages exprimés : 18</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Procrations</td>
<td>POUR</td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>18</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jours, mois et en susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme

Au registre des délibérations du conseil municipal

Le Maire,

Michelle SAINTOUT

6 – TABLEAU DES EFFECTIFS

Nombre de membres en exercice : 19  
Nombre de membres présents à la séance : 15

Michelle SAINTOUT, Maire, explique à l'assemblée que compte tenu de la mise en place du Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations (PPCR) portant notamment sur la restructuration des cadres d'emplois dans un souci d'harmonisation entre les trois fonctions publiques, il y a lieu de mettre à jour le tableau des emplois permanents de la collectivité.

Cette mise à jour porte sur la prise en compte des nouveaux grades et de leur dénomination.

Après avoir entendu Michelle SAINTOUT, Maire, dans ses explications et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- VALIDE les différentes modifications à apporter au tableau des emplois permanents consécutivement à la mise en place du Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations (PPCR),

- ARRÊTE au 1er mars 2017, le tableau des emplois permanents de la collectivité comme suit :
TABLEAU AU 01 MARS 2017

<table>
<thead>
<tr>
<th>EMPLOIS PERMANENTS TITULAIRES</th>
<th>T. C.</th>
<th>T.N.C.</th>
<th>Durée hebdomadaire</th>
<th>Poste pourvu</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Service administratif</td>
<td>26</td>
<td>8</td>
<td></td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie A</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Attaché</td>
<td>11</td>
<td>5</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie B relevant du Nouvel Espace Statutaire (NES)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Rédaacteur Principal 1ère classe</td>
<td>1</td>
<td>35</td>
<td>Non</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Rédaacteur principal 2ème classe</td>
<td>1</td>
<td>35</td>
<td>Non</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Rédaacteur</td>
<td>1</td>
<td>35</td>
<td>Non</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint administratif principal 1ère classe – Echelle C3</td>
<td>1</td>
<td>35</td>
<td>Non</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint administratif principal 2ème classe – Echelle C2</td>
<td>2</td>
<td>35</td>
<td>1</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint administratif – Echelle C1</td>
<td>4</td>
<td>35</td>
<td>3</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Garde champêtre principal</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Service technique</td>
<td>15</td>
<td>8</td>
<td>9</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie C</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Agent de maîtrise relivant d’un échelonnement indiciaire spécifique</td>
<td>1</td>
<td>35</td>
<td>1</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint technique principal 2ème classe – Echelle C2</td>
<td>5</td>
<td>35</td>
<td>1</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint technique principal 2ème classe – Echelle C2</td>
<td>1</td>
<td>28</td>
<td>1</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint technique – Echelle C1</td>
<td>8</td>
<td>35</td>
<td>4</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint technique – Echelle C1</td>
<td>1</td>
<td>32</td>
<td>1</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint technique – Echelle C1</td>
<td>2</td>
<td>28</td>
<td>1</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint technique – Echelle C1</td>
<td>2</td>
<td>27</td>
<td>Non</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Adjoint technique – Echelle C1</td>
<td>1</td>
<td>22,50</td>
<td>Non</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>A.T.S.E.M. principal de 1ère classe – Echelle C2</td>
<td>1</td>
<td>33</td>
<td>Non</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>EMPLOIS PERMANENTS NON TITULAIRES</th>
<th>1</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Service administratif – Agence postale communale</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Agent d’accueil rémunéré sur la base du 1er échelon du grade d’adjoint administratif territorial – Echelle C1</td>
<td>1</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL DES EMPLOIS PERMANENTS**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de voix</th>
<th>18</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Procurations</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>POUR</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>CONTRE</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fait en séance publique les jour, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme

Au registre des délibérations du conseil municipal

Le Maire,  
Michelle SAINTOUT

7 - CRÉATION D’UN POSTE ADMINISTRATIF TERRITORIAL NON PERMANENT À TEMPS COMPLET

Nombre de membres en exercice : 19  
Nombre de membres présents à la séance : 15

Michelle SAINTOUT, Maire, rappelle à l’assemblée :

Conformément à l’article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité sont créés par l’organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l’effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant qu’au vu du volume important des dossiers à classer et à archiver, il y a lieu de créer un emploi non permanent pour un accroissement temporaire d’activité du service administratif à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires dans les conditions prévues à l’article 3 de la loi n° 84-53 pour une durée d’un mois à compter du 1er mars 2017 au 31 mars 2017.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à la majorité des membres présents et représentés décide :
- DE CRÉER un emploi non permanent d'adjoint administratif territorial pour un accroissement temporaire d'activité à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires, pour une durée d'un mois du 1er mars 2017 au 31 mars 2017 ;

- DE FIXER la rémunération de cet emploi sur la base de l'indice brut correspondant au 1er échelon de l'échelle C1 de la grille indiciaire relevant du grade d'adjoint administratif territorial ;

- D'IMPUTER les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet au budget 2017 de la collectivité.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre de votants : 17</th>
<th>Nombre de suffrages exprimés : 17</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>14</td>
<td>Procurations</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>POUR</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>CONTRE</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Abstention : 1 (Robert LESCOUTRA)</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

(Anne-Marie LANGFORD, Marylee FRANCHINI)

Fait en séance publique les jour, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait certifié conforme
Au registre des délibérations du conseil municipal

Le Maire,
Michelle SAINTOUT

8 – COMpte rendu des décisions prises en vertu de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités locales

Nombre de membres en exercice : 19
Nombre de membres présents à la séance : 15

- Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23,
- Vu l’alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la délibération du conseil municipal du 30 mars 2014 portant délégations de pouvoirs à Michelle SAINTOUT, Maire,
- Considérant que Michelle SAINTOUT, Maire, est tenue de rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal des décisions prises en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est donné lecture du tableau des décisions prises depuis la réunion du conseil municipal du 21/12/2016.

Fait en séance publique les jour, mois et an susdits, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait certifié conforme
Au registre des délibérations du conseil municipal

Le Maire,
Michelle SAINTOUT

La Séance est levée 19 heures 45.